

BENIN

C.C. D. Elkin BEV-200-
 N. Hernandez Pulido R-74 733
 Rue Hidalgo
 Bol. Norte

LE JURE (P) GENEVA	
24 JAN. 00	00040
LE MILE PECE	

APL

REPUBLICQUE DU BENIN

 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
 DU TRAVAIL ET DE LA REFORME
 ADMINISTRATIVE

 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

ARRÊTE INTERMINISTERIEL

REÇU LE
 24 JAN. 2000

APPE

24/1/00

N° 132

...../MFPTRA/MSP/DC/SGM/DT/SST 7 nov. 2000

Fixant la nature des travaux et les catégories
 d'entreprises interdites aux femmes, aux femmes
 enceintes et aux jeunes gens et l'âge limite auquel
 s'applique l'interdiction.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL
 ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

ET

LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

CE DOCUMENT
 APPARTIENT A

DOC. NORMES

- Vu la Loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu la Loi n° 98 - 004 du 27 janvier 1998 portant Code du Travail en République du Bénin ;
- Vu la proclamation le 1^{er} avril 1996 par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 ;
- Vu le Décret n° 99-309 du 22 juin 1999 portant composition du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 96-608 du 27 Décembre 1996 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative ;
- Vu le Décret n° 97-301 du 24 juin 1997 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Santé, de la Protection Sociale et de la Condition Féminine ;

Vu le Décret n° 98-485 du 15 octobre 1998 portant conditions d'organisation et de fonctionnement du Conseil National du Travail.

Après avis du Conseil National du Travail en sa session de juin 1998.

A R R E T E N T

CHAPITRE PREMIER : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : Le présent arrêté est applicable à tout établissement et entreprise soumis au Code du Travail.

Article 2 : Les Chefs d'établissements ou d'entreprises dans lesquels sont employés des jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans doivent veiller particulièrement au maintien de bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique.

Article 3 : Tout Chef d'établissement ou d'entreprise doit veiller à ce que le travail confié à un jeune travailleur soit à la mesure de ses forces.

Article 4 : Est considéré comme jeune travailleur, tout travailleur ou apprenti âgé de 14 ans révolus et ayant moins de 18 ans.

CHAPITRE II : DE LA LIMITATION DES CHARGES

Article 5 : Les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans et les femmes ne peuvent porter, traîner ou pousser des charges d'un poids supérieur aux poids suivants :

1 - port de fardeaux

Personnel masculin de quatorze ou quinze ans :	15 kg
Personnel masculin de seize ou dix-sept ans :	20 kg
Personnel féminin de quatorze ou quinze ans :	08 kg
Personnel féminin de seize ou dix-sept ans :	10 kg
Personnel féminin de dix-huit ans et plus :	25 kg

2 - transport sur brouettes

Personnel masculin de moins de dix-huit ans et féminin de dix-huit ans et plus :	40 kg
(véhicule compris)	

3 - transport sur véhicules à bras à deux roues

Personnel masculin de moins de dix-huit ans et personnel féminin de dix-huit ans et plus	130 kg
(véhicule compris)	

4 - transport sur diables et cabrouets

Le transport sur diables ou cabrouets est interdit au personnel de moins de dix-huit ans ainsi qu'aux femmes qui se sont déclarées enceintes. Pour le personnel féminin de dix-huit ans et plus, la charge maximale est de 40 kg (véhicule compris).

CHAPITRE III : DES TRAVAUX INTERDITS AUX FEMMES ET AUX FEMMES ENCEINTES

Article 6 : Il est interdit d'occuper les femmes aux travaux énumérés ci-après et de les admettre de manière habituelle dans les locaux affectés à ces travaux :

- 1) préparation et conditionnement des esters thiophosphoriques ;
- 2) emploi du mercure et ses composés ;
- 3) travaux suivants exposant à l'action de la silice libre sous sa forme cristalline :
 - démolition des fours industriels comportant des matériaux réfractaires contenant de la silice ;
 - nettoyage, décapage ou polissage au jet de sable, sauf lorsque ces travaux s'effectuent en enceinte étanche dont l'atmosphère chargée de silice libre est parfaitement isolée de l'air ambiant inhalé par l'opératrice.

Article 7 : Il est interdit d'occuper les femmes aux travaux énumérés ci-après :

1. travaux à l'aide d'engins du type marteau-piqueur mus à l'air comprimé ;
2. travaux exposant à l'action des dérivés suivants des hydrocarbures aromatiques :
 - dérivés nitrés et chloronitrés des hydrocarbures benzéniques ;
 - dinitrophénol ;
 - aniline et homologues, benzidine et homologues, naphtylamines et homologues.
3. toutefois, le séjour dans les locaux affectés aux travaux susindiqués ne leur est pas interdit.
4. par ailleurs, l'interdiction relative aux dérivés des hydrocarbures aromatiques ne s'applique pas au cas où les opérations sont faites sous hotte avec aspiration ou en circuit fermé.

La liste peut être complétée après avis de la Commission Nationale de Sécurité et Santé au Travail.

Article 8 : Les femmes enceintes ne peuvent pas être affectées ou maintenues à des postes de travail les exposant aux produits énumérés ci-après :

- l'arsenic et ses composés ;

- les produits antiparasitaires dont l'étiquetage indique qu'ils peuvent provoquer des altérations génétiques héréditaires ou des malformations congénitales ;
- les solvants tels que le sulfure de carbone, le tétrachlorure de carbone, le trichloroéthylène, le méthyléthylcétone.

Article 9 : Il est interdit d'affecter des femmes qui se sont déclarées enceintes ou des femmes allaitantes à des travaux les exposant aux produits ci-après indiqués :

- le benzène et ses dérivés ;
- le plomb métallique et ses composés ;
- des produits antiparasitaires classés cancérogènes ou mutagènes.

Article 10 : Les femmes qui se sont déclarées enceintes ou des femmes allaitantes ne doivent pas être affectées ou maintenues à des postes de travail comportant un risque d'exposition aux rayonnements ionisants.

Article 11 : L'état de grossesse constitue une contre-indication à l'affectation dans un milieu hyperbare.

CHAPITRE IV : DES TRAVAUX INTERDITS AUX JEUNES TRAVAILLEURS

Article 12 : Il est interdit d'admettre des jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans à procéder en marche, sur des transmissions, mécanismes et machines comportant des organes en mouvement, à des opérations de visite ou de vérification, ainsi qu'à des opérations d'entretien telles que : nettoyage, essuyage, époussetage, graissage, applications d'adhésifs, à moins que des dispositions appropriées ne les mettent à l'abri de tout contact avec les organes en mouvement.

Il est également interdit d'employer ces jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans dans les locaux, ateliers ou chantiers où fonctionnent des transmissions, mécanismes ou machines, lorsque des dispositifs appropriés ne sont pas mis en place pour empêcher un accès direct :

- 1) aux organes de commandes et de transmission tels que : courroie, câbles, chaînes, bielles, volants, roues, arbres, engrenages, cônes ou cylindres de friction, cames, coulisseaux ;
- 2) aux pièces faisant saillie sur des organes en mouvements, telles que vis d'arrêt, boulons, clavettes, bossages, nervures.

Article 13 : Les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans ne peuvent être employés :

- à l'utilisation des cisailles, presses de toute nature, outils tranchants, autres que ceux mus par la force de l'opérateur lui-même ;
- au travail d'alimentation en marche des scies, machines à cylindre, broyeur, malaxeurs.

Article 14 : Les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans ne peuvent être employés à la conduite de tracteurs agricoles ou forestiers non munis de

dispositifs de protection contre le renversement ainsi que des moissonneuses-batteuses et autres machines à usage agricole comportant des fonctions ou mouvements multiples.

Article 15 : Les jeunes travailleurs de moins de seize ans ne peuvent être employés à tourner des roues verticales, des treuils ou des poulies destinées à lever des charges ou fardeaux.

Il est également interdit d'employer de façon continue les jeunes travailleurs de moins de seize ans au travail des machines mues par des pédales motrices, ainsi qu'au travail des métiers dits « à la main » et des presses de toute nature mues par l'opérateur.

Article 16 : Dans les établissements et exploitations agricoles, il est interdit d'admettre les jeunes travailleurs de moins de seize ans à la conduite de tondeuses et d'engins automoteurs à essieu unique.

Dans ces mêmes établissements les jeunes travailleurs de moins de seize ans ne peuvent être occupés aux travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, cuves, réservoirs, citernes, fosses et galeries. Les travaux d'clagage sont interdits aux jeunes de moins de seize ans.

Article 17 : Il est interdit d'admettre les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans dans les travaux ayant trait à l'entretien ou à la surveillance des récipients sous pression.

Article 18 : Il est interdit de préposer les jeunes travailleurs âgés de moins de seize ans au service :

- des appareils de production, d'emmagasiner ou de mise en œuvre de gaz comprimés, liquéfiés ou dissous ;
- des cuves, bassins, réservoirs, touries ou bonbonnes, contenant des liquides, gaz ou vapeurs inflammables, toxiques, nocifs ou corrosifs.

Article 19 : Sur les chantiers de bâtiment et de travaux publics, il est interdit d'employer des jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans à des travaux en élévation de quelque nature que ce soit sans que leur aptitude à ces travaux ait été médicalement constatée.

Il est également interdit d'employer les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans :

- aux travaux sur échafaudages volants, échelles suspendues et plates-formes ;
- aux travaux de montage et de démontage d'appareils de levage et à la conduite de ces appareils autres que les élévateurs guidés fonctionnant en cage close. Il ne pourra être confié aux jeunes travailleurs la mission de faire des signaux au conducteur desdits appareils, ainsi que d'arrimer, d'accrocher ou de recevoir les charges en élévation ;
- à la conduite des engins, véhicules de manutention et de terrassement ;

- aux travaux de ponçage et bouchardage de pierres dures ;
- aux travaux de démolition ;
- aux travaux de percement des galeries souterraines, travaux de terrassement en fouilles étroites et profondes, travaux de boisage de fouilles et galeries, travaux d'étaicement, travaux dans les égouts ;
- aux travaux de dynamitage de rocher.

Article 20 : Il est interdit de laisser les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans :

- accéder à toute zone d'un établissement ou chantier où ils pourraient venir en contact avec des conducteurs sous tensions, excepté s'il s'agit d'installation à très basse tension, au sens et sous réserve des prescriptions générales relatives à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- accéder à tout local ou enceinte, dans lesquels des machines, transformateurs et appareils électriques sont installés ;
- procéder à toute manœuvre d'appareils générateurs d'électricité ;
- exécuter tous travaux de surveillance ou d'entretien intéressant des installations électriques.

Article 21 : Il est interdit d'occuper les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans aux travaux énumérés ci-après et de les admettre de manière habituelle dans les locaux affectés à ces travaux :

- abattage des animaux dans les abattoirs publics et privés (tuceries particulières d'animaux de boucherie et de charcuterie). Sont exclus de l'interdiction les apprentis dans leur dernière année de contrat ;
- fabrication et manutention d'acide nitrique fumant ;
- travaux dans l'air comprimé ;
- fabrication et entretien des freins des véhicules automoteurs ;
- fabrication, manipulation et emploi de l'arsenic et ses composés oxygénés et sulfurés ;
- production et emplois du chlore dans la fabrication des hypochlorites ainsi que dans le blanchiment de la pâte à papier et de la cellulose ;
- fabrication et conditionnement des esters thiophosphoriques ;

- fabrication et manipulation des engins, artifices ou objets divers contenant des explosifs ;
- travaux d'entretien et de surveillance d'animaux féroces ou venimeux ;
- tous travaux exposant habituellement aux vapeurs de mercure, au mercure et ses composés ;
- travaux de coulée de métaux ;
- fabrication de bromure de méthyle, opérations de désinsectisation ou désinfection et de remplissage des extincteurs d'incendie à l'aide du bromure de méthyle ;
- fabrication et utilisation de la nitrocellulose dans la préparation des produits nitrés qui en découlent notamment celluloïde et collodion ;
- travaux suivants exposant à l'action du plomb et de ses composés :
 - récupération du vieux plomb ;
 - métallurgie, affinage, fonte du plomb, de ses alliages et des métaux plombifères ;
 - fabrication et réparation des accumulateurs au plomb ;
 - trempe au plomb et tréfilage des aciers traités ou enrobés au moyen du plomb ou de ses composés ;
 - métallisation au plomb par pulvérisation ;
 - fabrication et manipulation des oxydes et sels de plomb ;
 - grattage, brûlage, découpage au chalumeau de matières recouvertes de peintures plombifères ;
 - fabrication et application des émaux contenant des composés du plomb ;
 - fabrication et manipulation du plomb tétraéthyle ;
- travaux suivants exposant à la radioactivité :
 - travaux exposant à l'action des rayons X ;
 - traitement, préparation et emploi des produits radioactifs ;
 - travaux exposant à l'action des radiations ionisantes ;
- travaux exposant à l'action de la silice libre :
 - taille à la main, broyage, tamisage, sciage et polissage à sec de roches ou matières contenant de la silice libre ;
 - démolition des fours industriels comportant des matériaux réfractaires contenant de la silice ;
 - nettoyage, décapage et polissage au jet de sable sauf lorsque ces travaux s'effectuent en enceinte étanche dont l'atmosphère chargée de silice libre est parfaitement isolée de l'air ambiant inhalé par l'opérateur ;
 - travaux de ravalement des façades au jet de sable ;
- nettoyage, ébarbage, roulage, décochage de pièces de fonderie.
- fabrication et emploi de tétrachloréthane.
- fabrication et emploi de tétrachlorure de carbone.

Article 22 : Il est interdit d'occuper les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans aux travaux énumérés ci-après, sans que toutefois, le séjour dans les locaux affectés à ces travaux ne leur soit pas interdit :

- surveillance des générateurs fixes d'acétylène ;
- fabrication et manutention de l'acide sulfurique fumant ou oléum ;
- travaux à l'aide d'engins du type marteau-piqueur mus à l'air comprimé ;
- fabrication et manutention de l'anhydride chromique ;
- manipulation de cyanures et dérivés ;
- surveillance des brûleurs des fours industriels à mazout ;
- travaux exposant à l'action des dérivés suivants des hydrocarbures aromatiques :
 - dérivés nitrés et chloronitrés des hydrocarbures benzéniques, dinitrophénol ;
 - aniline et homologues, benzidine et homologues, naphtylamines et homologues ;

(toutefois, l'interdiction relative aux dérivés des hydrocarbures aromatiques ne s'applique pas aux cas où les opérations sont faites en appareils clos en marche normal) ;

- fabrication et manipulation de lithine ;
- fabrication et manipulation de lithium métal ;
- fabrication et manutention du potassium métal ;
- scellément à l'aide de pistolet à explosion ;
- fabrication et manutention du sodium métal ;
- fabrication et manutention de la soude caustique.

Article 23 : Les jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit ans révolus ne doivent pas être admis à séjourner dans les espaces souterrains des mines et carrières, ~~sauf dans le cadre de leur formation professionnelle~~.

A cet effet, ne sont considérées comme séances de formation professionnelle que celles qui font partie d'un plan progressif de formation aux travaux souterrains et qui sont effectués sous la conduite permanente et le contrôle direct de moniteurs spécialisés.

CHAPITRE V : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET PENALITES

ARTICLE 24 : Les Chefs d'établissement ou d'entreprise doivent être en mesure de justifier à toute réquisition de l'Inspecteur du Travail, ~~de la date de naissance de chacun des travailleurs de moins de dix-huit ans qu'ils emploient.~~

ARTICLE 25 : L'Inspecteur du Travail peut requérir aux frais de l'employeur, l'examen des jeunes travailleurs par un médecin agréé en vue de vérifier si le travail dont ils sont chargés n'excède pas leurs forces.



ARTICLE 26 : Tout auteur d'infraction aux dispositions du présent arrêté est puni des peines prévues à l'article 299 de la loi n°98-004 du 27 janvier 1998 portant Code du Travail en République du Bénin.

ARTICLE 27 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République du Bénin.

Fait à Cotonou, le

La Ministre de la Santé Publique

Le Ministre de la Fonction
Publique, du Travail et de la
Réforme Administrative

Marina d'ALMEIDA MASSOUGBODJI

Ousmane BATOKO

AMPLIATIONS

JORB	02
PR	01
PR	01
AN	01
CS	01
SGG	06
MFPTRA	06
MSP	02
CCIB	02
ONEB	12
SYNDICATS	16
TOUS AUTRES MINISTÈRES	20
TOUTES DIRECTIONS / MFPTRA ..	20